

Les politiques de durabilité



Le pays doit reconnaître qu'il n'existe pas de solutions technologiques faciles et durables. La réduction de la consommation d'énergie et de l'empreinte écologique pourrait débiter par une loi imposant des réductions annuelles des émissions de 5 %. Le temps est venu de redéfinir le programme du développement durable pour y inclure davantage que les seuls intérêts de l'État et des hommes d'affaires. Les mouvements sociaux peuvent utiliser le programme de la durabilité pour pousser les gouvernements et les entreprises. Il est temps de discuter de manière ouverte sur les questions fondamentales du bien-être, de l'égalité et du développement, y compris sur la nécessité d'abandonner la quête constante de croissance matérielle.

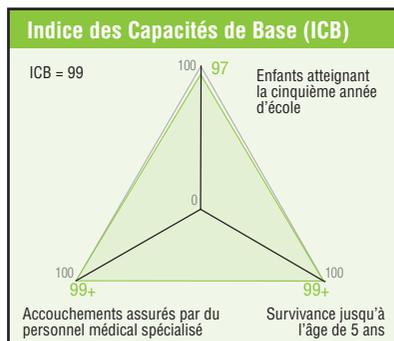
KEPA - Service Centre for Development Cooperation, Finland
Otto Bruun

En 2002, le Premier ministre finlandais de l'époque, Paavo Lipponen, avait défini l'orientation de son pays vis-à-vis de la durabilité de la manière suivante: « Bien que le Rapport Brundtland se soit centré sur les besoins des générations présentes et futures, la Finlande met l'accent sur les possibilités »¹. Toutefois, les mouvements environnementaux et sociaux soutiennent que cette approche centrée sur les « possibilités » a généré une vision étroite de la durabilité. Alors que la Finlande souhaite être perçue comme le pays qui résout les problèmes de durabilité du monde, son bilan à cet égard est loin d'être convaincant.

Le pays affiche un intérêt croissant pour la recherche de nouvelles formes de compréhension du bien-être et pour la possibilité de compléter le produit intérieur brut (PIB) dans le système de comptabilité nationale par d'autres statistiques. Les mouvements sociaux et les universitaires ont suggéré l'adoption de l'Indicateur de progrès véritable (IPV), par exemple, et le Gouvernement a convenu qu'un indicateur de la sorte serait nécessaire². Alors que le PIB ne mesure que la croissance économique, l'IPV distingue une bonne croissance d'une croissance indésirable. Comme les coûts des questions négatives sont soustraits, l'épuisement des ressources et les coûts générés par la criminalité et la pollution sont comptabilisés comme négatifs³. Cet indicateur met l'accent sur l'égalité des chances de chaque individu pour satisfaire ses besoins et couvrir ses dépenses en éducation.

Les revers du développement durable

Dans le cas de la Finlande, l'IPV offre une surprise désagréable: le bien-être a augmenté dans les années 1980, mais a sensiblement diminué depuis 1990, malgré une forte croissance économique durant la période 1995-2008⁴. Ce phénomène est dû au fait que la croissance économique était de forte intensité en terme de ressources mais les bénéfices ont été dis-

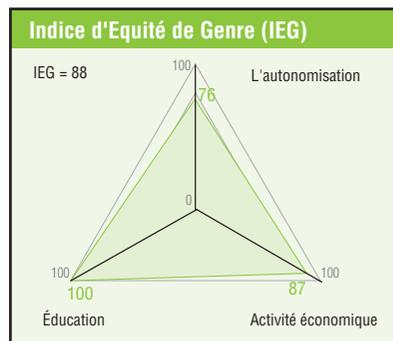


tribués de façon moins équitable qu'auparavant. Par conséquent, l'IPV indique qu'en fait la Finlande a reculé pendant la période du programme pour le développement durable.

Un autre indicateur de la durabilité tout à fait intéressant est l'empreinte écologique, qui met en évidence l'impact des êtres humains sur l'écosystème mondial. L'empreinte, qui est basée sur une combinaison d'émissions de CO2 et d'indicateurs pour l'utilisation des terres, est comparée à la capacité de notre planète à se renouveler. La Finlande a toujours été parmi les pays du top-10, ou presque, ayant la plus grande empreinte par personne et ceci depuis 2007, date des données disponibles les plus récentes: elle se classe 12ème sur 199 pays. Si chaque personne dans le monde consommait comme un Finlandais moyen, c'est-à-dire, l'équivalent d'une superficie au sol de 6 hectares par habitant, nous aurions besoin de trois planètes pour vivre⁵. C'est pourquoi certains mouvements environnementaux et sociaux cherchent à imposer l'objectif politique de la décroissance planifiée dans l'hémisphère Nord, ou croissance matérielle négative, au cœur du programme du développement durable et de la Conférence Rio +20⁶.

Les politiques énergétiques dans la quête de durabilité

Les politiques énergétiques constituent un aspect clé du développement durable. En Finlande, la consommation d'énergie par habitant est relativement élevée. Ceci est quelque peu atténué par le fait positif que le



pays utilise les déchets de biomasse de l'industrie de la pulpe et du papier pour produire de l'énergie. En 2010, les énergies renouvelables (principalement la biomasse) représentaient 25 % de la consommation d'énergie primaire⁷.

Récemment, la politique énergétique finlandaise s'est de nouveau concentrée sur l'énergie nucléaire. La Finlande est considérée comme un précurseur de la renaissance du nucléaire dans le monde, car en 2010 le Parlement a pris la décision de construire deux nouvelles centrales nucléaires. Si elles sont construites, ces plantes produiront un volume d'énergie qui dépassera plusieurs fois les besoins de consommation. Ainsi la Finlande exportera son énergie nucléaire ou renforcera sa position en tant que siège européen des industries intensives en énergie. Il est important de souligner que malgré le fait que les accidents nucléaires causés par le tsunami au Japon ont quelque peu changé le discours des partis politiques, les questions liées à la sécurité et aux problèmes sociaux et environnementaux associés à l'extraction d'uranium dans les pays du Sud ont largement été ignorés jusqu'à présent.

Dans le cadre de la résolution sur l'énergie nucléaire, le Gouvernement a annoncé un « paquet de mesures » concernant les énergies renouvelables. Toutefois, une lecture attentive montre qu'avec ces mesures, la Finlande pourra seulement atteindre les objectifs obligatoires fixés par l'Union européenne. Les écologistes ont critiqué le pays d'avoir tenter de faire accepter la tourbe finlandaise comme ressource énergétique à renouvellement lent, une position que l'Union européenne rejette. Du point de vue climatique, la tourbe est bien pire que la combustion du charbon et son renouvellement prend des centaines d'années;

1 Discours du Premier ministre Paavo Lipponen, président de la Commission finlandaise pour le développement durable, (2002).

2 Gouvernement finlandais, *Programme 2010*, (Helsinki: 2010).

3 J. Talberth, C. Cobb and N. Slattery, "A Tool for Sustainable Development. Redefining Progress", in *The Genuine Progress Indicator 2006*, (Oakland, California: 2006).

4 V. Ylikahri (ed), *Onnellisuusaltous* (Helsinki: Visio, 2010).

5 *Living Planet Report* (Washington, DC: WWF, 2010).

6 Voir les activités organisées par J. Nissinen dans "Rio+20: NGOs participating for a green de-growth economy", <www.siemennpuu.org/download/5699>

7 *Statistiques sur l'énergie finlandaise*. <www.motiva.fi/en>

de plus, l'extraction de celle-ci pose des problèmes environnementaux.

Le Gouvernement soutient que ses politiques énergétiques, avec sa tourbe « renouvelable » et ses centrales nucléaires à « faibles émissions en carbone » sont énergétiquement durables. Ces politiques accordent peu d'attention à l'économie d'énergie et à l'efficacité, elles ne répondent qu'aux intérêts économiques à court terme. En outre, les chercheurs et les activistes écologistes affirment qu'une solution pour l'énergie renouvelable décentralisée permettrait de réduire les impacts environnementaux et les risques, tout en améliorant le bien-être des municipalités en termes d'emploi⁸. Un récent rapport commandé par les Amis de la Terre soutient que le pays pourrait raisonnablement éliminer le charbon et le nucléaire, sans effets drastiques, contribuant ainsi pour sa part au défi climatique.

Les droits des peuples autochtones

Des différends autour de la durabilité ont également surgi concernant les droits des peuples autochtones, y compris le conflit dans les régions nordiques sur l'utilisation des terres et les forêts entre l'État et le peuple Sami, qui se poursuit toujours⁹. La Finlande n'a pas ratifié la Convention 169 de l'OIT pour garantir les droits à la terre des Sami, qui font valoir un droit historique à l'élevage de rennes nomades. D'une perspective globale, il s'agit là d'une regrettable lacune dans la réalisation des droits des peuples autochtones.

Les conflits liés à la Laponie ou aux forêts des Sami ont commencé dans les années 90, lorsque les entreprises finlandaises qui se consacrent au commerce de la pulpe et du bois, comme Stora Enso, ont acheté du bois à la compagnie forestière de l'État, y compris celui provenant des quelques forêts naturelles encore intactes. Cela a constitué une menace pour la subsistance des Sami en mettant en danger les pâturages d'hiver des rennes qui dépendent des lichens des sols et des arbres n'existant que dans les forêts primaires¹⁰.

Suite à la campagne internationale menée par les éleveurs de rennes Sami et Greenpeace International à l'encontre de Stora Enso et ses acheteurs de papier, et lorsque la société était sur le point de perdre sa réputation et sa position en tant que cible des investissements des différents fonds d'investissement éthiques, elle a cessé le déboisement des forêts Laponnes et les négociations ont commencé. En 2009 et 2010, plus de 80 % des zones en question ont été protégées ou interdites d'exploitation forestière. Cependant, l'élevage des rennes est aujourd'hui menacé par les flux touristiques et les concessions minières, de plus

en plus préjudiciables, qui bénéficient du soutien de l'État. La reconnaissance juridique des droits des Sami en Finlande n'a jamais été effective.

Les changements dans la politique de développement

L'Aide publique au développement (APD) finlandaise a progressivement augmenté ces dernières années et en 2010 elle a atteint 0,55 % du PIB (elle devrait atteindre 0,58 % en 2011). La plupart des partis politiques se sont engagés à atteindre l'objectif de 0,7 % du PIB en 2015¹¹. Toutefois, la pratique actuelle qui considère le financement de la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement en tant qu'APD, sape l'intégrité des engagements de l'APD et réduit la confiance dans les négociations multilatérales sur le changement climatique.

La politique de développement finlandaise a subi un changement marqué en 2007 lorsqu'elle a insisté sur le développement durable¹². Toutefois, elle a également introduit des règles telles que : « La Finlande a des connaissances et la technologie pour répondre aux besoins des pays en développement »¹³. Le ministère de l'Emploi et de l'économie veut renforcer la compétitivité finlandaise à travers l'APD et il veut qu'elle serve à créer des emplois et de nouveaux marchés pour les entreprises finlandaises. Cela implique un nouvel élan pour les services de la connaissance et de la technologie des entreprises finlandaises grâce à des fonds de l'APD.

Cette ligne de pensée a provoqué un changement important dans la coopération finlandaise pour le développement vis-à-vis des projets qui se rapportent à l'eau, la foresterie et l'énergie, domaines où la Finlande pense être bonne concurrente. La question reste de savoir si les connaissances finlandaises en foresterie peuvent être exportées de manière utile vers les tropiques. L'accent mis sur les intérêts propres soulève également la question de l'appropriation par les pays partenaires. Les objectifs de réduction de la pauvreté sont de plus en plus relégués et tous ces changements vont entraîner une coopération au développement imprévisible et donc moins durable¹⁴.

Les entreprises finlandaises dans les pays du Sud

En plus de l'APD, le Gouvernement mesure officiellement sa durabilité mondiale en mesurant le montant total des investissements directs étrangers des multinationales finlandaises¹⁵. Actuellement, il existe plusieurs exemples de grandes entreprises finlandaises qui prétendent être les leaders mondiaux en matière de durabilité et qui ont établi des monocultures d'eucalyptus à grande échelle (Stora Enso, UPM) et des planta-

tions de palmiers à huile (Neste Oil) dans les pays du Sud, ce qui contribue au déplacement de communautés et à l'expropriation de terres à grande échelle.

Bien qu'elle ait reçu plusieurs récompenses pour son éthique d'entreprise et sa durabilité à travers le monde, la société finlandaise productrice d'huile, Neste Oil, a été choisie comme l'entreprise la moins durable aux Public Eye Awards 2011. Le capital de cette société est majoritairement étatique et son objectif stratégique est de devenir le leader mondial dans ce qu'elle appelle les « biocarburants verts, de deuxième génération et durables »¹⁶. Récemment, elle a annoncé l'ouverture de deux plus grandes raffineries au monde de biocarburants issus de l'huile de palme, avec une capacité totale de 2 millions de tonnes par an¹⁷, avec comme principaux fournisseurs d'huile de palme, la Malaisie et l'Indonésie¹⁸. La demande en huile de palme conduit à la conversion des terres et à la déforestation des forêts tropicales et de la tourbe qui pourraient être considérées comme les plus importantes réserves de carbone au monde. Ces forêts sont également importantes en termes sociaux puisqu'elles abritent des populations autochtones et représentent des zones clés de biodiversité¹⁹.

Neste Oil affirme que d'ici 2015, elle n'achètera que des matières premières en provenance de plantations autorisées de palmiers à huile. La superficie totale des plantations nécessaires à l'approvisionnement de ses raffineries est estimée à 700 000 hectares. Les chercheurs ont déterminé que même les effets indirects pour répondre à la demande croissante en huile de palme conduisent à la déforestation tropicale²⁰. Bien que Neste Oil ait soutenu que ses matières premières pour l'huile de palme peuvent être tracées, elle n'a pas divulgué ses sources d'approvisionnement, ce qui constitue une tendance inquiétante dans le contexte de corruption auquel est en proie l'Indonésie. La seule source connue en Malaisie de Neste Oil pour l'huile de palme a été condamnée en 2010 pour ne pas avoir respecté les droits territoriaux des autochtones et pour convertir les forêts tropicales.

Cet exemple montre que la campagne visant à produire des « carburants à faibles émissions de carbone » au nom du développement durable n'est pas uniquement problématique du point de vue écologique et social, mais elle peut aussi miner les efforts visant à créer des moyens de subsistance durables dans de nombreuses régions du monde en développement. La totalité des émissions de gaz à effet de serre des biocarburants issus de l'huile de palme d'Indonésie est probablement plus élevée que celle des combustibles fossiles. ■

8 P. Lund, *The link between political decision-making and energy options: Assessing future role of renewable energy and energy efficiency in Finland*, (2007).

9 Voir K. Mustonen y T. Mustonen, *Drowning Reindeer, Drowning Homes* (Helsinki: Snowchange, 2010).

10 Voir le film documentaire "Last Yoik in Sami Forests".

11 Ministère de l'Environnement, *Facts on Environment Protection*, (novembre 2010).

12 Ministère des Affaires étrangères, *Finland's Development Policy Programme*, (2010).

13 Ibid, *Development Policy Forestry Guidelines*, (Helsinki: 2009).

14 Commission finlandaise pour le développement, *The State of Finland's Development Policy 2009*, (Helsinki: 2009).

15 Web de la commission finlandaise pour la durabilité, *Criteria for sustainability*.

16 Neste Oil, *Neste Oil Annual Report 2009*.

17 Ibid, *Neste Oil celebrates the grand opening of its ISCC-certified renewable diesel plant in Singapore*, (Neste Oil Press, 8 mars 2011).

18 Neste Oil, op. cit.

19 Programme des Nations unies pour l'Environnement, *The Last Stand of the Orangutan*, (2010).

20 C. Bowyer, *Anticipated Indirect Land Use Change Associated with Expanded Use of Biofuels and Bio liquids in the EU*. *Institute of European Environmental Policy*, (2010).